

ARRETE n°6.1.2026/ 215
Portant dérogation provisoire à la limitation de tonnage
Sur le Chemin de la Vallée
Pour les besoins de la société CGTM
Du 11 juin 2026 au 19 juin 2026 de 06h00 à 18h00

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les Articles L.2213-1 à L.2213-5 ;
VU le Code de la Route ;
VU le Code de la voirie routière ;
VU l'arrêté n°6.1.2015/35 du 27 février 2015 réglementant la circulation des véhicules d'un tonnage supérieur à 3.5 tonnes dans l'agglomération de la Roquette sur Siagne, modifié par l'arrêté 6.1.2020/254 en date du 10 décembre 2020 et rapportant l'arrêté n°6.1.2015/31 du 19 février 2015 et l'arrêté 6.1.2020/250 interdisant la circulation des véhicules de plus de 3.5T entre le boulevard du 8 mai et le n°409 du boulevard des Floribondas ;
VU l'arrêté n° 8.3.2026/214 portant permission de voirie relative à l'occupation du domaine public portant autorisation de travaux et réglementation du stationnement et de la circulation au niveau de la passerelle en bois (face à l'entrée du parc-parcours santé) pour les besoins de la société CGTM du 11 juin au 19 juin 2026 de 06h00 à 18h00
VU la demande de M. Quentin Lebel, pour le compte du service des Travaux neufs de la Mairie de la Roquette sur Siagne,
CONSIDERANT que pour les besoins il convient d'autoriser une dérogation provisoire de tonnage du 11 juin 2026 au 19 juin 2026 afin de permettre à l'entreprise CGTM le passage pour effectuer ses livraisons et ses travaux.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le bénéficiaire est autorisé à circuler sur le chemin de la vallée avec un camion dont le PTAC est de 19T immatriculé GB-968-KE du 11 juin 2026 au 19 juin 2026 entre 06h00 et 18h00 hors samedi, dimanche et jours fériés.

ARTICLE 2 : La traversée du Village (RD409) est interdite.

L'entreprise s'engage :

- A supporter les frais de remise en état de la chaussée dans les dépendances des voies ci-dessus et des parties privatives endommagées ;
- A assurer pendant la durée de l'autorisation exceptionnelle une surveillance continue de la chaussée, des dépendances et des parties privatives endommagées de ce même fait ;
- A procéder au nettoyage régulier de la chaussée pendant l'activité ;
- A procéder ou faire procéder dans les plus brefs délais, par une entreprise agréée à toutes les réparations des dégradations apparentes, ou encore sur simple demande des services municipaux.

ARTICLE 3 : Cette autorisation ne vaut pas accord de l'ensemble des propriétaires des voies privées pouvant desservir les chantiers. Le bénéficiaire se doit de faire les démarches nécessaires auprès d'eux.

ARTICLE 4 : Cette autorisation est révoquée à tout moment, si l'intérêt de la voirie, de l'ordre public, ou de la circulation l'exige (ou si le transporteur ne se conforme pas aux conditions énoncées précédemment).

ARTICLE 5 : Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté :

- L'entreprise chargée des livraisons et des travaux
- M. le Commandant de la Communauté de Brigade de gendarmerie de Mandelieu
- M. le Directeur Général des Services
- M. le Responsable du poste de Police Municipale
- M. le Responsable du Centre Technique Municipal

« Le Maire informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de NICE dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale : 18, avenue des Fleurs, 06000 NICE, soit par voie électronique à partir de l'application internet « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures <http://www.telerecours.fr/> »

Fait à la Roquette sur Siagne,
Le 10 Juin 2026
P/Le Maire,
Le 1^{er} adjoint
Joëlle NAVARRO

